

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

« Certains éleveurs auront du mal à passer le cap de cette année »

L'interprofession du lait de brebis tenait son assemblée générale, ce vendredi 23 septembre, à Saint-Palais. Son président, Daniel Bordarrampé, dit l'inquiétude des professionnels devant le changement climatique

Pierre Penin

p.penin@sudouest.fr

Comment s'oriente la campagne 2021-2022 en matière de production de lait ?

À la fin du mois de juillet, la collecte auprès de nos adhérents est en repli de 4,5 % par rapport à l'année précédente. C'est aussi vrai pour les transformations fromagères. C'est la tendance, encore à affiner. Dans ce contexte, le prix du fromage augmente légèrement.

La sécheresse de cette année a affecté les conditions d'élevage. Craignez-vous qu'elle devienne la norme ?

Nous avons deux causes d'inquiétude : la situation économique, avec des coûts de production qui augmentent et le réchauffement climatique. On sait qu'il est là et qu'on ne reviendra pas en arrière. L'économie et le climat se sont conjugués cette année. On est inquiet pour l'avenir.

La sécheresse a entraîné l'augmentation des coûts de production...

Les éleveurs ont manqué de fourrages. Après la première coupe du foin, à la fin du printemps, il y a la seconde qu'on appelle le regain, après l'été. Cette dernière a été inexistante. Ceux qui montent en estive le font pour laisser venir le regain. Faute de ressource en montagne, ils sont redescendus plus tôt et en bas le regain est inexistant. Les stocks de fourrages sont à sec. Il faut en acheter et les prix grimpent.

Dans quelle mesure ?

Jusqu'à présent, l'Espagne fournissait autour de 200 euros la tonne. On est passé entre 300 et 340 euros. La ressource s'est raréfiée partout et il y a de la spéculation. On est aussi dans une concurrence mondiale pour acheter, avec des pays comme la Chine, l'Arabie saoudite.

Des éleveurs sont-ils menacés ?

Certains auront du mal à passer le cap. Les plus petits, notamment en montagne, qui n'ont pas les surfaces pour produire plus de fourrages. Ou

même pour diversifier. Je pense qu'on risque de voir lâcher ces agriculteurs qui poussent bien souvent leur activité jusqu'à 64 ans, parce qu'ils n'ont pas encore trouvé de relève.

De quels leviers disposez-vous ?

On va essayer de stocker plus de fourrages. Il faut arriver à faire une première coupe plus tôt pour pouvoir faire la deuxième fin mai, début juin et être sûr d'en avoir deux. On parle aussi de réduire le nombre de têtes à l'hectare, pour baisser les coûts de production. Mais nous avons des exploitations très hétérogènes. Celui qui a 100 hectares va s'en sortir, celui qui en a 10 ne tirera pas de salaire.

Augmenter le prix du lait est-il une option ?

Cela veut dire augmenter le prix du fromage : c'est se tirer une balle dans le pied.

Demandez-vous l'aide des pouvoirs publics ?

Nous l'avons dit au ministre de



Daniel Bordarrampé, président de l'Interprofession du lait de brebis. BERTRAND LAPÈGUE/SUD OUEST

l'Agriculture quand il est venu, la semaine dernière. Il y a des aides « calamité », mais elles ne sont pas adaptées à l'élevage. Ça demande douze ou dix-huit mois pour arriver et c'est maintenant qu'on en a besoin.

Salers a décidé de suspendre son AOP parce que les producteurs ne pouvaient pas respecter le cahier des

charges sur l'alimentation des bêtes. Existe-t-il ce risque sur l'Ossau-Iraty ?

C'est une AOP de Salers qui est concernée, parce qu'elle impose 100 % de pâturage. Pour l'Ossau-Iraty, l'AOP prévoit au maximum quatre mois d'élevage à l'intérieur et le reste en pâturage. S'il n'y a rien à pâturer, il nous faudra peut-être un jour revoir les critères de l'AOP.